

Un scorecard pour évaluer la bonne gouvernance des entreprises et institutions publiques

LE *National Committee on Corporate Governance* (NCCG) propose un nouveau baromètre national, la *Corporate Governance Scorecard for Mauritius* (CGSM), qui permettra aux entreprises et aux institutions publiques d'évaluer leur niveau d'adhésion aux pratiques de bonne gouvernance. Cet outil a été développé en partenariat étroit avec une équipe d'analystes du département Finance et Comptabilité de l'Université de Maurice (UoM). Les consultations sur la CGSM ont, d'ailleurs, débuté le 9 février, avec la signature d'un *Research Collaborative Agreement* entre le NCCG et l'UoM pour renforcer la collaboration entre les

Conçu sur le modèle de plusieurs outils internationaux de même type que le *UK IoD Index*, le *Bombay SEMSI Scorecard* et les *OECD Principles*, la CGSM a pour objectif principal d'identifier les lacunes en matière de bonne gouvernance et d'aider à les résoudre. Le premier atelier était présidé par Aruna Radhakesoon, présidente du NCCG.

«Il s'agit du tout premier instrument de mesure de gouvernance pour les entreprises ou institutions publiques à Maurice. À travers les consultations commencées aujourd'hui (NdR: mardi), nous souhaitons impliquer des représentants de tous les partenaires de la société mauricienne, qu'ils proviennent du secteur des affaires ou du secteur public. Nous avons aussi voulu tenir des consultations avec les membres des médias qui, souvent, font office de garde-fous de la démocratie et des bonnes pratiques de gouvernance», a-t-elle soutenu.

Présent lors de la présentation de ce *scoreboard*, le ministre des Services financiers et de la Bonne gouvernance, Mahen Seeruttun, a souligné qu'il s'agit pour lui d'un *honneur d'être témoin de la naissance d'un instrument tel que la CGSM, qui représente une étape cruciale pour le développement d'une meilleure gouvernance au sein de nos entreprises et institutions.*

Quant au vice-chancelier de l'UoM, le Pr Dhanjay Jhurry,

il s'est réjoui du partenariat entre le NCCG et l'établissement d'études supérieures. D'ajouter que ce nouvel outil permettra un développement plus équitable et durable au sein des entreprises du pays en rendant les industries plus compétitives, tout en les aidant à mieux appréhender la complexité des différents marchés et du monde.

TRANSPARENCE ET INTÉGRITÉ

L'objectif de cette série d'ateliers de consultation est de présenter le concept et la méthodologie de la CGSM, mais aussi d'impliquer davantage d'acteurs-clés locaux participants actifs. En vue de peaufiner cet outil, le NCCG a aussi obtenu l'appui d'experts internationaux. La

scorecard finalisée devrait être lancée d'ici mars 2021.

Matthew Lamport, *Senior Lecturer* à l'UoM, qui a participé à l'élaboration de la *scorecard*, estime que c'est un outil dynamique, qui peut être sujet à des changements. *«C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons lancé des consultations à ce propos. Une fois la CGSM finalisée, les entreprises du privé et du public seront invitées à prendre part, de manière volontaire, à un exercice d'évaluation. Le premier rapport d'évaluation devrait être publié dès juillet 2021.»*

Les critères de notation de la CGSM sont multidimensionnels et incluent notamment la transparence, la gestion financière, l'intégrité, le développement durable, la création d'emplois, ou encore la conformité aux réglementations nationales et internationales. *«Le*



Signature de l'accord entre le NCCG et l'UoM par le Prof. Dhanjay Jhurry et Aruna Radhakesoon, présidente du NCCG, sous le regard du ministre Seeruttun, le 9 février.

but est d'aider les compagnies à créer de la valeur, pas seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour la société en général», a soutenu

La *scorecard* a ainsi vocation à devenir un outil important dans la mise en œuvre des principes et

règles du Code de Bonne Gouvernance. En effet, les compagnies ayant obtenu des scores en deçà de la tères pourront utiliser les indicateurs de performance de cet outil pour améliorer leurs pratiques, tout en bénéficiant de l'encadrement et des formations produites par le NCCG.

Les entreprises et institutions publiques seront invitées chaque année à participer à l'exercice sur une base volontaire. Dans un premier temps, le rapport annuel de la CGSM, réalisé par un jury indépendant, effectuera un état des lieux des compagnies mauriciennes en matière de bonne gouvernance et identifiera

d'éventuelles lacunes à combler. Dans quelques années, le rapport aura pour vocation d'attribuer des notes précises à chaque entité les critères de la *scorecard*.

Les rapports annuels détaillés de la CGSM permettront également aux partenaires internationaux de Maurice, y compris des agences multilatérales et bailleurs de fonds, d'évaluer avec efficacité la performance actuelle et les progrès à venir en matière de bonne gouvernance et de transparence à Maurice. La CGSM utilise les mêmes indicateurs de performance et méthodes d'évaluation que les *scorecards* du même type adoptés dans d'autres juridictions internationales.